



8 JUIN 2024 : JOURNÉE NATIONALE DE SOLIDARITÉ POUR LA KANAKY / NOUVELLE CALÉDONIE

**Déjà plus de 500 arrestations, 7 morts « officielles », des dizaines de disparus et de blessés ...
Couvre-feu, envoi de plus de 3000 militaires et policiers : la répression s'accroît en Kanaky,
surtout dans les quartiers populaires de Nouméa.**

La communication volontairement floue et contradictoire de l'Etat veut empêcher que le mouvement indépendantiste et l'opinion publique en France n'aient une vision de l'ampleur de cette répression. Le nombre de disparus, de blessés graves demeurent inconnus, Nous exigeons une complète transparence et la vérité sur l'action des forces de l'ordre et des milices.

Ces milices sont composées de colons racistes qui, sous prétexte d'autodéfense, se sont livrés à des ratonnades et des assassinats et tirs contre la population, particulièrement la jeunesse.

A cette violence directe pratiquée conjointement par l'Etat et les miliciens, s'est ajoutée la répression judiciaire à l'encontre des manifestants et des membres de la Cellule de Coordination des Actions de Terrain - CCAT : des centaines d'arrestations, de mandats de dépôt ont eu lieu, Il y a une volonté de la criminaliser. La CCAT est une organisation politique composée d'élus de partis, de syndicats et d'associations indépendantistes, qui depuis des mois organise la contestation pacifique sur le terrain (manifestations dans les rues de Nouméa de plus de 60 000 personnes). et non pas une « minorité radicalisée ». Après les avoir qualifiés de « voyous » et de « mafieux », l'Etat les a assignés à résidence et interdit de communication. Aujourd'hui, les assignations sont levées, mais des mises en examen ont été prononcées dans le cadre d'une enquête pour rechercher les « commanditaires » alors que l'Etat, en s'alignant sur les positions de la droite coloniale la plus extrémiste, est le seul responsable de cette situation.

La levée des assignations à résidence pour permettre de desserrer la pression des barrages est une reconnaissance du rôle politique implicite de la CCAT. Toutes les sanctions contre ses membres et ses responsables doivent être levées.

La venue de Macron n'a rien réglé, bien au contraire. Ses déclarations de ne pas revenir en arrière et son chantage signifient le refus de reconnaître le processus de décolonisation comme l'impose l'ONU. En Kanaky-Nouvelle Calédonie, c'est le retrait de la loi sur le dégel du corps électoral et l'ouverture d'un véritable dialogue pour un accès garanti à l'indépendance qui peut faire revenir la paix.

- **Halte à la répression**
- **Transparence et vérité sur les violences policières et les crimes des milices**
- **Non à la criminalisation de la CCAT**
- **Retrait du projet de loi sur le dégel du corps électoral**

Le Collectif Solidarité Kanaky

MJKF (Mouvement des Jeunes Kanak en France), USTKE (Union Syndicale des Travailleurs Kanak et des Exploités (en France), Union syndicale Solidaires, CNT (Confédération Nationale du Travail), STC (Sindacatu di i Travagliadori Corsi), Association Survie, FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s), FUIQP (Front Uni des Immigrations et des Quartiers populaires), Ni guerre ni État de Guerre, UP (Union Pacifiste), Ensemble !, NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), PCOF (Parti Communiste des Ouvriers de France), PEPS (Pour une Ecologie Populaire et Sociale), PIR (Parti des Indigènes de la République), UCL (Union Communiste Libertaire).

Soutenu par :

